

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 15506**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion à finalité recherche et professionnelle Mention : Droit privé Spécialité : Droit privé général et appliqué

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Pau et des Pays de l'Adour, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Recteur d'Académie Chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 345 Application des droits et statuts des personnes

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Parcours A : Recherche

Parcours B : Procédures et contentieux privés

Dans le domaine du droit privé et des sciences criminelles, les diplômés de ce Master peuvent être des cadres supérieurs polyvalents qui dans la fonction publique et le secteur privé maîtrisent les connaissances juridiques et méthodologiques leur permettant de s'adapter à toutes les branches du droit privé :

- Droit civil : droit des contrats, droit de la responsabilité, droit des personnes et de la famille
- Droit des affaires : droit commercial, droit des sociétés, droit des procédures collectives
- Droit pénal et sciences criminelles : procédure pénale, criminologie.

Ces diplômés sont capables de :

- identifier les besoins juridiques des personnes physiques et morales de droit privé dans les domaines relevant de leurs compétences
- conseiller les personnes physiques et morales de droit privé afin d'éviter un contentieux ou de proposer des stratégies juridiques (choix de formes sociales adaptées, choix de montages juridiques efficaces, négociations transactionnelles)
- traiter de sa naissance à sa résolution un contentieux (détermination de la juridiction compétente, détermination de l'action à mener, choix de l'argumentation juridique pertinente, application et exécution de décisions judiciaires) (parcours B)
- préparer, instruire, rédiger des dossiers divers tels que : actes sous seing privé (promesse de vente, d'achat, reconnaissance de dette, mandat), constitution de sociétés (accomplissement des formalités, rédaction des statuts) afin de satisfaire aux attentes d'un client et de respecter les exigences normatives en vigueur (parcours B).
- recueillir et synthétiser les données juridiques nécessaires à une présentation pédagogique à des fins de formation à l'intention de publics variés (étudiants, professionnels) (parcours A)
- assumer une posture critique, réflexive et prospective ayant le droit privé pour objet afin de faire avancer la recherche, de participer à des groupes de travail ou à des colloques (parcours A).

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le diplômé peut assurer des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle dans divers secteurs et notamment :

- Recherche juridique (parcours A)
- Enseignement (parcours A)
- Formation professionnelle
- Banques
- Assurances
- Entreprises

Le diplômé peut occuper les emplois suivant dans le secteur privé:

- juriste en droit privé
- cadre supérieur bureau d'études
- responsable de service juridique

Le diplômé peut occuper les emplois suivants dans la fonction publique (après réussite aux concours) :

- Magistrat
- Greffier
- Commissaire de police
- Officier de police judiciaire
- Commissariat juridique aux armées
- Douanes

Le diplômé peut exercer les professions suivantes dans le secteur privé (après réussite aux examens professionnels) :

- Avocat
- Huissier
- Mandataire judiciaire

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1903 : Défense et conseil juridique

K2401 : Recherche en sciences de l'homme et de la société

K1704 : Management de la sécurité publique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composants de la certification :

L'octroi du master peut s'effectuer après une formation en quatre semestres, évalué en 120 crédits ECTS. Les enseignements théoriques et professionnels sont décomposés en Unités d'Enseignement (UE) :

Semestre 1 : M1

UE 1 Droit civil (9 ECTS) / UE 2a Droit bancaire (9 ECTS) ou UE2b Droit pénal et procédure pénale approfondis (9 ECTS) ou UE 2c Droit des sûretés (9 ECTS) / UE 3 a Droit bancaire (4 ECTS) ou UE3 b Droit pénal et procédure pénale approfondis (4 ECTS) ou UE 3c Droit des sûretés (4 ECTS) / UE4 Droit international privé (4 ECTS) / UE 5 à UE 10 Options (4 ECTS)

Semestre 2 : M1

UE 11 Droit civil (9 ECTS) / UE 12 a Pénologie (9 ECTS) ou UE 12 b Droit des procédures collectives (9 ECTS) ou UE 12 c Droit des sociétés approfondi (9 ECTS) / UE 13 a Pénologie (4 ECTS) ou UE 13 b Droit des procédures collectives (4 ECTS) ou UE 13 c Droit des sociétés approfondi (4 ECTS) / UE 14 Voies d'exécution (4 ECTS) / UE 15 à UE 18 Options (4 ECTS)

PARCOURS A

Semestre 3 : M2

UE 1 Droit civil (8ECTS) / UE 2 Droit processuel(6 ECTS) / UE3 DER de méthodologie (4 ECTS) / UE 4 a droit des affaires (6 ECTS) ou UE 4 b droit pénal (6 ECTS) / UE 5 a Droit international privé (6 ECTS) ou UE 5 b Histoire du droit (6 ECTS)

Semestre 4 : M2

UE 6 Droit civil (8 ECTS)

UE 7 à UE 11 (10 ECTS):°

UE 7 Droit comparé / UE 8 DER Pluridisciplinaires et méthodologiques / UE 9 à UE 11 Enseignements optionnels

UE 12 Mémoire (12 ECTS)

PARCOURS B

Semestre 3 : M2

UE 1 Droit civil (8ECTS) / UE 2 Droit processuel (8ECTS) / UE3 DER de méthodologie (2 ECTS) / UE4 Juridictions internationales (4 ECTS) ou

UE5 Procédures européennes et communautaires (4 ECTS) / UE6 spécificités des procédures (civile, administrative, pénale) (8 ECTS)

Semestre 4 : M2

UE 7 Contentieux social (4 ECTS) / UE 8 Contentieux civil (4 ECTS) / UE 9 Contentieux de l'exécution (4 ECTS) / UE 10 Contentieux commercial (4 ECTS) / UE11 Stage (4 ECTS) / UE 12 Arbitrage ou mesures alternatives de règlement des conflits (2,5 ECTS) / UE 13 Contentieux des affaires (2,5 ECTS) / UE 14 Contentieux pénal (2,5 ECTS) : UE 15 Contentieux de procédure pénale (2,5 ECTS)

Dans le cadre de la formation initiale et continue, le contrôle des connaissances porte sur l'ensemble des Unités d'Enseignement (U.E.) et s'effectue sous forme d'examens écrits, oraux et/ou contrôle continu. L'obtention du diplôme est prononcée à l'issue de la soutenance du travail réalisé en stage (rapport écrit et exposé).

Validité des composants acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Code de l'éducation Article L613-1 : enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs ou, dans des conditions et selon des modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	IDEM
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	

Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
-------------------------------	---	--

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Numéro d'habilitation : 20070787-01 Arrêté du 06.05.2011

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

24 avril 2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.univ-pau.fr/odetud/>

Autres sources d'information :

<http://www.univ-pau.fr/live/formations>

[Université de Pau et des Pays de l'Adour](#)

Lieu(x) de certification :

Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR de Droit, d'Economie et de Gestion, Avenue du Doyen Poplawsky - BP 1633 - 64016 PAU cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR de Droit, d'Economie et de Gestion, Avenue du Doyen Poplawsky - BP 1633 - 64016 PAU cedex

Historique de la certification :

DEA de droit privé et de sciences criminelles.
Master droit privé fondamental